

Débat sur le Front national

La crise, le chômage de masse, la dégradation du niveau de vie des salariés et la faiblesse des réponses politiques apportées par les gouvernements successifs à ces questions constituent un terreau fertile pour les idées d'extrême-droite. Marine Le Pen qui se présente comme la « candidate anti-système » tente, dans ce contexte, de capter l'adhésion des victimes de la crise mais le programme qu'elle incarne ne répond pas aux besoins des populations. En rien le FN ne combat le capitalisme, l'ultralibéralisme et les injustices qui en découlent, bien au contraire. En instaurant une hiérarchie entre les salariés à travers la « préférence nationale », l'extrême-droite ne fait que diviser le monde du travail au grand bénéfice du patronat. En combattant violemment le droit des femmes à disposer librement de leur corps, en contestant le droit aux couples qui s'aiment de pouvoir se marier quelques soient leurs orientations sexuelles ou encore en s'opposant à l'AME qui permet à toutes et à tous d'être soignés quelques soient leur nationalité ou origines, le FN remet en cause toutes les avancées sociales conquises de haute lutte par les salariés depuis ces dernières décennies. Jamais l'extrême-droite ne s'est opposée à l'allongement de la durée de cotisation pour le droit à une retraite décente, jamais le FN ne s'est vraiment opposé à la casse du Service public. Derrière un discours faussement « social » se cache un soutien inconditionnel à l'austérité, à la casse de notre modèle social, et un soutien indéfectible au patronat teinté d'un anti-syndicalisme violent. Pourtant, ce discours mensonger et trompeur, complaisamment relayé par les médias, trouve un écho parmi les classes populaires.

Sans approfondir d'avantage ce qui va être l'objet de nos débats, je vous propose de revenir rapidement sur ce qu'est réellement le Front national, son histoire et son évolution. Voir ensuite de quelle façon ce sujet nous impacte, nous, militants de la CGT - de la CGT-Fapt - et de lancer des pistes de réflexion sur les façons dont nous pouvons lutter efficacement, à notre niveau, contre ce parti et les idées de haine qu'il véhicule, mais aussi construire ensemble de vraies réponses aux besoins des travailleurs, basées sur la fraternité et la solidarité.

Commençons par quelques rappels historiques. Il ne s'agira pas ici de détailler l'histoire des mouvances d'extrême-droite, les camarades de l'IHS ont une production assez riche à ce sujet que je vous invite à la consulter [Serge pourra en dire quelques mots dans le débat], mais de poser quelques repères afin de bien comprendre de quoi et de qui nous parlons. Le Front national, fondé par d'anciens membres de la Waffen-SS, d'anciens collaborateurs et des membres actifs de la sinistre Milice qui torturait, déportait et assassinait juifs, syndicalistes, communistes et résistants, est né de la dissolution du groupuscule Occident. Ce mouvement, qui se réclamait du *fascisme* et se montrait ouvertement raciste, combattait la République et le suffrage universel. Ses sources d'inspiration allaient de l'antisémite Céline au collaborateur Brasillac, fusillé à la Libération. La période Le Pen « père » fut marquée par d'atroces assassinats racistes, comme celui de Brahim Bouaram, jeté dans la Seine par des militants FN après leur fête de Jeanne d'Arc en 1995 ou d'Ibrahim Ali, tué d'une balle dans le dos par des colleurs d'affiches de ce parti.

Aujourd'hui, malgré la « dédiablement » voulue par Le Pen « fille » qui affirme sans rire que son parti n'est pas d'extrême-droite, le FN et ses ramifications obscures tuent encore – voir l'assassinat du jeune Clément Méric – et certains de ses candidats aux dernières élections n'ont pas hésité à comparer les Noirs à des singes ou à poser bras tendu devant un drapeau à croix gammée sur leur profils facebook. « Dédiablement », donc. Le parti a certes rompu, du moins en façade, avec l'ultralibéralisme d'inspiration reaganienne qui le définissait autrefois et s'est doté d'un visage qu'on pourrait abusivement qualifier de « plus social » pour attirer les classes populaires. Mais qu'en est-il dans les faits ? Le FN s'inscrit pleinement dans la droite ligne des tenants de l'austérité en prônant la diminution drastique du nombre de fonctionnaires. Pour ce qui est des luttes sociales, le FN est favorable à l'allongement de la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein, allant jusqu'à qualifier « d'émeutiers » celles et ceux qui, en 2010, s'étaient battus pour le maintien de la retraite à 60 ans. D'ailleurs, a-t-on déjà vu l'extrême-droite manifester ou soutenir les travailleurs en lutte autrement que pour la photo? Jamais. La dernière fois qu'on les a vus dans la rue, c'était pour contester – dans la violence - le droit de se marier aux couples du même sexe. Les eurodéputés FN, dont Marine Le Pen, se sont abstenus quand il s'est agi de voter la taxe sur les transactions financières et on voté contre l'allongement du congé maternité. Le visage soi-disant « social » du FN est une imposture que nous devons dénoncer de toutes nos forces.

La CGT porte des valeurs de solidarité, de fraternité et d'égalité entre les salariés, quels que soient leur statut, origines, nationalités, leurs opinions politiques ou religieuses et se réclame d'un internationalisme des travailleurs dans un rapport de classe et de masse. Le FN prône une vision fermée et falsifiée de la nation, qui entérine une division des travailleurs et nie les antagonismes de classes. Il faut affronter ces discours et ces pratiques, les décrypter et y répondre. La CGT ainsi que l'ensemble des organisations syndicales se doivent de relever ces défis sous peine de voir, à terme, les salariés s'opposer entre eux, voir à s'affronter comme c'est arrivé en Bretagne, pour le plus grand profit de leurs employeurs/licencieurs.

N'oublions pas que la discrimination est un outil patronal. Selon les chiffres de l'Observatoire des discriminations, une femme de 32 ans mariée et ayant 3 enfants a 37 % de chances en moins d'être convoquée à un entretien d'embauche. Les candidatures de femmes avec enfants sont clairement repoussées sauf pour certains types d'emplois, corvéables à merci. Un candidat en situation de handicap a 2 fois moins de chances de décrocher un entretien d'embauche. Un candidat au nom de famille étranger reçoit 3 fois moins de réponses qu'un candidat au nom sonnante « Français de souche »... Ne sommes nous pas, dans nos services ou dans les entreprises de notre secteur, parfois confrontés à des paroles ou des actes discriminatoires ?

Mais les discriminations dont se rendent directement coupable les exploités ne sont pas les seules qui leur profitent. La division des salariés entre eux leur est toute aussi favorable. N'avons-nous jamais entendu des collègues pester contre tel client, usager ou autre collègue parce que celui-ci recevrait du courrier de la CAF, viendrait au guichet toucher des allocations ou ne maîtriserait pas la langue française ? À qui les collègues attribuent-ils les difficiles conditions de travail en ZUS ? Aux employeurs qui ne donnent pas les moyens en conséquences ou aux populations concernées ?

En tant que militant de la CGT, il nous appartient bien entendu de lutter quotidiennement contre ces discriminations mais aussi de participer à la prise de conscience collective de nos intérêts de classe. Convaincre que « l'ennemi », ce n'est pas le voisin qui touche des allocations mais bien ceux qui organisent le chômage de masse et l'exploitation capitaliste. Dans le contexte actuel où la désespérance et la désillusion grandissent, où nous avons du mal à trouver des repères dans une société qui semble souvent disloquée, les divisions s'approfondissent et le FN les attise opportunément.

C'est difficile, quand on est soi-même dans la difficulté (bas salaires, mauvaises conditions de travail, caporalisation des services, et incivilités des usagers) d'accepter l'idée de destin collectif. Mais au lieu de considérer comme adversaire l'étranger qui « profite » du système social français, pourquoi ne pas considérer que les aides et allocations sont un droit pour tous, et que leur attribution sélective est le premier pas vers leur suppression ?

Partout, mener le débat avec les salariés, combattre les idées de haine en portant nos valeurs de solidarité et de fraternité au quotidien au plus près des salariés. Dans ce but, nous disposons de plusieurs outils :

-La CGT a édité de nombreux tracts, ouvrages et brochures qui sont à disposition des militants. Vous trouvez d'ailleurs un 4 pages dans vos pochettes. Sur demande, nous pourrions en faire des tirages pour celles et ceux qui souhaiteraient le distribuer dans leurs services.

-Le syndicat départemental s'est doté depuis plusieurs années d'un Collectif contre les discriminations. Un Collectif fédéral travaille aussi sur ces questions. Ces deux structures éditent régulièrement des tracts que nous envoyons dans les services. Sont-ils diffusés ? Quel accueil reçoivent-ils de la part des collègues ? Suscitent-ils des débats ?

Il y a urgence à redonner espoir aux salariés. A la haine et la division prônées par l'extrême-droite, opposer nos valeurs de solidarité et de fraternité. Echanger, argumenter, convaincre que d'autres solutions existent, qu'une autre répartition des richesses est possible. Impulser et organiser des luttes collectives sur des bases de classe. Rassembler les travailleurs, quelles que soient leurs origines, leur religion ou leur couleur de peau. Mettre en avant nos revendications communes plutôt que ce qui nous divise. Pour nous armer afin de mener ce combat essentiel, un hors-série de la NVO consacré aux dangers de l'extrême-droite est d'ailleurs disponible ici même, je vous encourage vivement à vous le procurer, au près de Françoise pour la modique somme de 3 euros...

Pour faire reculer le FN, nous ne pourrions nous contenter de simples dénonciations morales ou de rappels de valeurs, aussi fondamentales soient-elles. Il nous appartient de redonner corps à une vraie perspective de progrès économique et d'émancipation sociale, de reconnaissance du travail aujourd'hui si malmené, de conquêtes de droits nouveaux auxquels le patronat et ses affidés voudraient nous voir renoncer.

La CGT revendique dans ses Statuts l'indépendance vis-à-vis des partis politiques. Mais l'indépendance ne signifie pas neutralité, d'autant plus que le FN n'est pas un parti républicain.

Avant de vous laisser la parole, chers camarades, un dernier mot. Soyons fiers de nos valeurs et de nos fondamentaux. Plutôt que de monter les uns contre les autres, nous c'est ... TOUS ENSEMBLE. Je vous remercie.